

“Madame Non” accumule les coups sur la tête

Quelle série noire pour Joëlle Milquet... En plus de ses tout frais soucis judiciaires, la ministre de l'Enseignement a reçu ces derniers mois une dose massive de coups durs: gros couacs et polémiques violentes dans des dossiers compliqués, reproches sur la manière “communautariste” dont elle a mené le CDH bruxellois, critiques acerbes venues du monde de l'enseignement, attaques de l'opposition... Ça n'arrête pas. On ne peut pas la soupçonner de manquer de pugnacité pour affronter toutes ces tempêtes mais, tout de même, son image a été sérieusement écornée depuis qu'elle n'est plus la puissante vice-Première CDH au fédéral.

Ses collaborateurs fuient

Son arrivée au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'été dernier, avait d'ailleurs très mal démarré: une dizaine de collaborateurs importants (dont un chef de cabinet) de la ministre avaient claqué la porte. Le rythme de travail “à la Milquet” est, il est vrai, dur à suivre. Avec ses 1 000 idées à la minute et son sens très personnel du respect des horaires, l'ancienne présidente du CDH peut user les meilleures volontés.

Les “cours de rien”

Au-delà de son style managérial, Joëlle Milquet a aussi souffert sur le fond des dossiers. Il y a quelques jours, le Conseil d'Etat a flingué l'avant-projet de loi de la ministre sur l'encadrement pédagogique alternatif (EPA ou les fameux “cours de rien”) pour les élèves ayant choisi de ne pas suivre un cours de religion ou de morale dans l'école officielle; problème de neutralité dans le chef des professeurs, atteinte à la liberté pédagogique, impossibilité de différencier le contenu des objectifs, texte mal structuré et légistiquement faible...

Politiquement, ce dossier a aussi pourri les relations avec le partenaire socialiste au sein du gouvernement de la Fédération. Cerise sur le gâteau: l'addition calamiteuse de polémiques sur les “cours de rien” a évidemment donné une fenêtre de tir idéal à l'oppo-

sition qui s'en est donnée à cœur joie, ajoutant encore un peu plus de tension sur une question déjà minée.

Cette démolition en règle par le Conseil d'Etat a été portée sur la place publique quelques jours après une sortie virulente contre la ministre de la part des directeurs des écoles catholiques: ils ont exprimé leur “*dé-saccord complet*” par rapport à la volonté de Joëlle Milquet de contraindre les écoles à un encadrement différencié de consacrer à l'avenir au moins 35% de leurs moyens complémentaires à l'engagement d'enseignants.

Pas de bol...

Le “manque de bol” est aussi venu gonfler encore un peu plus l'addition... L'épreuve d'histoire pour les élèves de 6^e année en vue de l'octroi du Certificat d'enseignement secondaire supérieur a dû être annulée dans l'urgence après que les questions avaient été diffusées sur Facebook. Celle que la Flandre avait surnommée “Madame Non” aurait certainement pu se passer de ce énième couac.

Communautarisme sur le grill

En poussant un peu, le CDH a récemment dû se débarrasser de la députée bruxelloise d'origine turque Mahinur Özdemir en raison de son refus de reconnaître le génocide arménien. Avec son exclusion du parti décidée sans hésitation par le président Benoît Lutgen, c'est aussi l'héritage de Joëlle Milquet chez les humanistes qui est remis en cause. C'est en effet elle qui avait défendu Mahinur Özdemir et l'avait placée en bonne position sur les listes en 2009, lui permettant de siéger comme la première parlementaire voilée d'Europe. Tout cela est beaucoup pour une femme qui a longtemps fait la pluie et le beau temps dans son parti.

Son image a été sérieusement écornée depuis qu'elle n'est plus la puissante vice-Première CDH au fédéral.